ASSEMBLÉE NATIONALE

28 avril 2016

**NOUVELLES LIBERTÉS ET DE NOUVELLES PROTECTIONS POUR LES ENTREPRISES
ET LES ACTIFS - (N° 3675)**

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 947

présenté par

Mme Laclais, Mme Alaux, M. Bapt, Mme Bruneau, Mme Capdevielle, Mme Chapdelaine, M. Cherki, Mme Corre, Mme Françoise Dumas, M. Gagnaire, Mme Guittet, Mme Khirouni, Mme Lang, M. Le Borgn', M. Fourage, Mme Le Houerou, Mme Maquet, M. Mennucci, M. Pellois, Mme Pochon, M. Pouzol, M. Roig, Mme Santais, Mme Orphé, M. Terrasse et Mme Troallic

ARTICLE 26

Après le mot :

« professionnelle, »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 2 :

« l'opportunité et, le cas échéant, les modalités du fractionnement du repos quotidien ou hebdomadaire de ces salariés ainsi que sur l'adaptation du poste à des impératifs de santé contraignants. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les maladies chroniques concernent 16 % de la population française en général et beaucoup plus chez les travailleurs les plus anciens. Mal gérées, ces maladies augmentent l'anxiété du travailleur sur son lieu de travail et conduisent à des baisses de performance, à de l'absentéisme et donc à des coûts sociaux et économiques. Le télétravail, les services directs aux patients facilitant l'accès aux traitements et la santé connectée offrent une souplesse supplémentaire permettant d'adapter le poste des personnes atteintes de problèmes de santé, et notamment les malades chroniques, à leurs besoins.

Cet amendement vise à la prise en compte de cet aspect crucial dans la concertation qui devrait être engagée avant le 1^{er} octobre 2016 sur le développement du télétravail et du travail à distance avec

les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel.